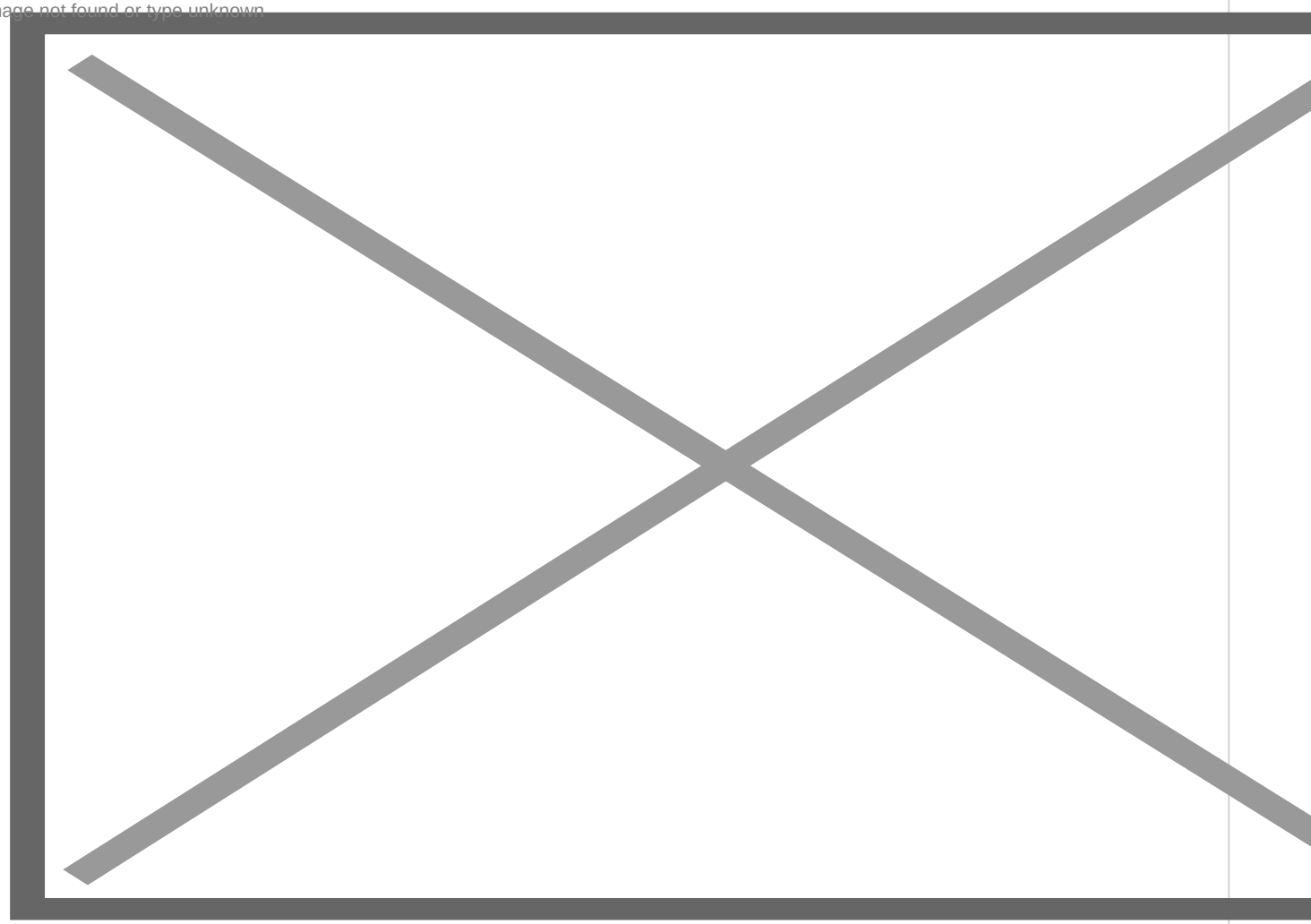
Discours prononcé par le Président de la République, à l'occasion de la clôture de la première période ordinaire des sessions de la dixième législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire

Image not found or type unknown



Miguel Díaz-Canel Bermúdez Miguel Díaz-Canel Bermúdez 22 juillet 2023

Discours prononcé par Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, lors de la clôture de la première session ordinaire de la dixième législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, au Palais des congrès, le 22 juillet 2023, " An 65 de la Révolution ".

(Versions abrégées - Présidence de la République)

Cher camarade général Raúl Castro Ruz, leader historique de la Révolution cubaine ;

Chers députés ;

Chers invités ;

Chers compatriotes :

Il y a soixante-dix ans aujourd'hui, une représentation de la meilleure jeunesse cubaine a rassemblé des rêves, puisé dans ses maigres économies ou vendu ce qu'elle possédait, pour entreprendre un voyage vers Santiago de Cuba et Bayamo. C'était la saison du carnaval dans l'Oriente, mais ils n'allaient pas faire la fête. En martyrs ou en héros, à leur insu, ils allaient entrer dans l'histoire.

Deux de ces jeunes hommes sont avec nous dans cette session de l'Assemblée nationale : le général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la révolution (Applaudissements), et le commandant de la révolution Ramiro Valdés Menéndez (Applaudissements). Tout d'abord, je voudrais leur dédier mes paroles.

Il ne s'agit pas seulement d'un acte de justice historique. Il s'agit de reconnaître deux hommes qui continuent à prendre d'assaut les forteresses chaque jour, les pieds dans l'étrier des difficultés et le fusil pointé sur les erreurs.

Camarades :

Permettez-moi de dire que je pense que nous avons eu une bonne Assemblée, y compris les appels de Lazo et d'autres députés à mettre des noms et des prénoms, des causes et des solutions possibles à nos problèmes, ceux qui n'ont rien à voir directement avec le blocus ou qui renforcent le blocus omniprésent par l'inaction, l'apathie, l'insensibilité, l'incapacité ou par la simple lassitude et le manque de foi qu'il sera possible de surmonter les difficultés.

Ces sessions de l'Assemblée ont du mérite. Non seulement nous avons abordé, avec un sentiment d'urgence et sans préjugés, les problèmes de notre vie quotidienne difficile, tels que la production alimentaire, la production d'électricité, la disponibilité de l'eau, la criminalité, l'inflation croissante, les prix abusifs, mais nous l'avons fait sans abandonner les questions en suspens de nature stratégique, telles que la politique de prise en charge globale des enfants, des adolescents et des jeunes, ou la loi sur le code pénal militaire.

Je ne vais pas citer de discours pour ne pas être trop long, mais des discussions dans les commissions auxquelles j'ai eu l'occasion de participer, j'ai ressenti que le lien entre les députés et la population, c'est-à-dire avec les électeurs, à qui nous nous devons de rendre des comptes, s'est amélioré. Ces mois d'échanges avec les gens dans les rues, dans les quartiers, dans les hameaux ruraux ont été la preuve de ce que signifie travailler à l'écoute du terrain.

Une Assemblée en session permanente, déconnectée du peuple qui l'a élue, ne pourra jamais être qualifiée de pouvoir du peuple.

Nous ne devons jamais oublier que les ennemis de la nation cubaine tentent de briser l'unité nationale, de séparer le peuple de son gouvernement, de nous fatiguer à insister, de nous faire baisser les bras, de nous faire croire que la voie de la capitulation est préférable à celle de la résistance créative.

Mais l'option de la capitulation a été effacée de l'ADN des Cubains. Et ce n'est pas sur un coup de tête, ni parce que nous avons envie de nous sacrifier, ni parce que nous pensons être une nation choisie pour cela. Il suffit de regarder ceux qui se sont rendus ou qui ont été soumis à une puissance supérieure apparemment invincible : ils ont perdu la nation, l'idéal et le destin de leur pays.

Personnellement, je ne peux imaginer Cuba sans la force morale de son parti et sans l'organisation, la planification et la préoccupation permanente d'un gouvernement dont la mission principale est de garantir la santé, l'éducation, l'alimentation et les services publics, certains gratuitement et d'autres au coût le plus bas possible, dans les conditions terribles d'un blocus renforcé et de l'inscription du pays sur une liste infâme qui vise à boycotter toute possibilité de redressement économique, en fermant tout accès à d'éventuelles opportunités de revenus et de financement.

Cette politique, qui ne se limite pas à la sphère économique et financière, est très perverse. On sait que la plus grande force de Cuba réside dans son peuple et dans sa résistance emblématique, c'est pourquoi ils nous attaquent également en semant des graines d'ingouvernabilité, d'État en faillite et d'insécurité citoyenne. L'objectif est de discréditer le pays au point de faire imploser l'unité nationale.

Les positions les plus extrêmes y contribuent : celles de la droite, qui appellent à la privatisation et au changement de système, et celles de la gauche supposée, qui diabolisent tout espace pour le marché. Comme toujours, les extrêmes se touchent et les deux positions se rejoignent sur un point : la critique lapidaire du terme socialisme et de toute tentative de solution issue de la gestion gouvernementale.

Certains se lassent de parler du blocus, d'autres inventent des théories à la théorie, comme si les classiques avaient nié la dialectique. Ils oublient que leur importante contribution théorique ne concevait pas la construction socialiste dans une petite nation héritant du sous-développement, soumise au blocus depuis plus de 60 ans et voisine du plus grand empire, qui est aussi son ennemi, et ils exigent alors une solution à tout, tout en ignorant allègrement le plus grand obstacle, qui est le blocus.

Les longues années pendant lesquelles ce gigantesque facteur externe a travaillé contre le développement du pays coïncident avec une forte tendance à l'approfondissement du capitalisme néolibéral, qui a poussé l'humanité vers les plus grands niveaux d'inégalité et d'exclusion sociale qu'elle ait jamais connus. Pendant ce temps, Cuba est allée à contre-courant dans la poursuite d'un projet de justice sociale.

Le plus simple aurait été d'abandonner la bataille, de rejoindre le courant mondial, de renoncer à ce projet et au "chacun pour soi". Mais nous avons choisi la voie la plus difficile : la plus digne.

En même temps, nous devons éviter la confusion. La justice sociale ne signifie pas et ne peut pas être réduite à l'assistanat ou à l'égalitarisme. Il s'agit de répartir la richesse créée par tous, entre tous, mais de manière différenciée, afin que ceux qui contribuent le plus gagnent le plus et que ceux qui ne peuvent pas contribuer soient aidés. Pour ce faire, il faut d'abord créer cette richesse, et dans cette tâche, nous sommes encore loin de la note de passage.

Députés :

Comme nous l'avons déjà dit, la guerre économique, commerciale et financière des États-Unis - en particulier son extraterritorialité -, la crise économique mondiale et la lenteur de la reprise post-pandémique, ainsi que les impacts des conflits guerriers, continuent d'être les principaux obstacles à la mise en œuvre de la stratégie de relance de l'économie à court, moyen et long terme.

Malgré ces obstacles, le rapport sur l'économie et le règlement budgétaire du premier semestre nous indique que les mesures mises en œuvre, sans atteindre encore les résultats escomptés, indiquent une très légère tendance à la reprise.

Chaque mesure comporte des risques dans son application, c'est pourquoi nous insistons pour que sa mise en œuvre tienne toujours compte du traitement à accorder aux personnes et aux familles en situation de vulnérabilité afin d'éviter des impacts négatifs sur celles-ci.

Comme l'a expliqué le ministre Vicente de la O, le système électrique national, même s'il ne fonctionne pas encore dans des conditions optimales, a été rétabli dans le cadre de la stratégie du pays. La situation du mois de juillet est beaucoup plus favorable que celle de 2022, malgré l'augmentation de la demande.

Grâce aux efforts et au dévouement des travailleurs du secteur de l'électricité, plusieurs centrales thermiques et moteurs de production distribuée ont fait l'objet d'une maintenance, ce qui a permis de récupérer de la capacité et d'atteindre ainsi l'été dans de meilleures conditions. La promesse a été tenue !

(Applaudissements).

Mais la stratégie ne se limite pas au court terme. Le travail se poursuit en vue du redressement énergétique du pays. Depuis cette tribune, nous exprimons notre reconnaissance et notre gratitude à toutes les entreprises électriques cubaines et à toutes les organisations, y compris la FAR et le Minint, qui les ont soutenues (Applaudissements).

La reprise de l'industrie touristique, qui continue d'être affectée par l'inscription de Cuba sur la liste des "pays soutenant le terrorisme" du Département d'État américain et par d'autres facteurs liés à la logistique, au carburant et à l'énergie, n'atteindra pas les 3,5 millions de visiteurs prévus pour l'année, mais montre un taux de croissance qui devrait dépasser tous les indicateurs pour 2021-2022, grâce à la reprise de la destination Cuba, dans des pays émetteurs stables pendant la phase pré-pandémique.

D'autre part, le sauvetage de l'intervention et de l'expansion du marché des changes a commencé, ce qui a permis de canaliser 110 millions vers le système commercial - vendu à l'économie nationale 55,1 millions et d'autres à partir de prêts - pour la production de biens et de services en monnaie nationale, parmi lesquels se distinguent les programmes de production alimentaire - riz, haricots, œufs, porc - l'industrie manufacturière, l'énergie et d'autres secteurs. C'est encore insuffisant.

En ce qui concerne l'investissement étranger, à la suite des visites officielles de ces derniers mois, les bases, les projets et les programmes d'investissement mutuel ont été établis dans des secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, y compris la canne à sucre, et des mesures gouvernementales et commerciales ont été prises pour leur matérialisation au second semestre, permettant la création de conditions pour la récupération de la capacité industrielle et de raffinage, avec des impacts favorables sur la facture énergétique et l'exportation de dérivés du pétrole dans la région.

Les mécanismes et les systèmes de travail ont été restructurés pour récupérer les revenus des envois de fonds et d'autres services associés à la collecte de devises, en ouvrant de nouveaux canaux et en diversifiant les canaux existants, y compris ceux qui utilisent des crypto-monnaies, conformément à la législation en vigueur. Ces actions devraient être consolidées au second semestre.

Des mesures et des incitations sont adoptées pour promouvoir davantage l'utilisation des médias électroniques en reliant les secteurs productifs, avec la création de nouveaux produits et services, en tant que moyen sûr et simple d'effectuer des collectes et des paiements sans utiliser d'espèces, ce qui favorise la discipline fiscale et la bancabilité des événements économiques, y compris leur légitimité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures présentées à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire pour stimuler le développement économique, des équipes multidisciplinaires d'experts du secteur académique, d'économistes, de fonctionnaires et de directeurs d'organisations économiques mondiales ont travaillé pour identifier les distorsions du modèle, en définissant leurs causes et leurs conditions structurelles, ce qui nous a permis de concevoir une stratégie graduelle pour avancer dans la stabilisation macroéconomique au cours du deuxième semestre de cette année et du premier semestre de 2024.

Ce programme devrait nous permettre de corriger progressivement les déséquilibres macroéconomiques, la gestion et l'allocation de la monnaie en fonction des priorités de développement du pays, l'augmentation de la production de denrées agricoles et de biens industriels, la transformation des subventions, le développement du marché des changes, la récupération des recettes en devises et des secteurs exportables.

Des propositions sont à l'étude pour continuer à améliorer le mécanisme d'allocation des devises en renforçant le marché des changes et le rôle que le système financier national devrait jouer en tant qu'autorité centrale dans la mise en œuvre de la politique monétaire et la protection progressive et durable de la monnaie nationale.

Des travaux sont également en cours pour mettre à jour les normes juridiques applicables aux acteurs économiques non étatiques, en promouvant leur rôle dans la stratégie de développement économique du pays, la production nationale, la substitution des importations, leur contribution au développement territorial et la création d'emplois.

Bien que naissante, une plus grande participation directe du secteur non étatique à la production nationale et aux liens avec les industries nationales est réalisée, générant des économies dans la passation de marchés de matières premières et de produits intermédiaires, conformément à la stratégie de développement du pays, une action qui sera encouragée et renforcée. C'est dans le secteur de la production alimentaire que cette activité s'est développée avec le plus de dynamisme.

Ainsi, même dans le contexte actuel d'incertitude de l'économie mondiale, l'économie cubaine devra faire face à un indispensable Programme de Transformation Structurelle, accompagné d'un Programme de Stabilisation Macroéconomique au cours des trois prochaines années, comme garantie de l'obtention d'un environnement favorable au financement du développement à moyen terme.

Après un débat aussi intense que celui qui a eu lieu ici sur la production et la commercialisation des aliments ou sur les prix abusifs ou spéculatifs et l'impact de ces deux problèmes sur le niveau de vie de la population, j'insiste sur l'importance d'utiliser les mesures et les résolutions approuvées et de tirer parti des options offertes par l'autonomie municipale et le renforcement nécessaire de l'entreprise d'État socialiste. Certaines solutions locales pourraient nous conduire sur la voie des solutions nationales.

Cela ne veut pas dire que je considère que tous les débats sont épuisés. Nous disposons d'un extraordinaire réservoir de possibilités dans le peuple. Un débat populaire, avec la participation d'étudiants, de techniciens, d'économistes et de comptables qui forment les autorités et le peuple à la formation des prix, nous aiderait beaucoup à aborder le problème à partir de la base, avec des connaissances.

Tant que les délégués, les présidents des conseils populaires, les autorités gouvernementales de la commune et la population disposeront des informations nécessaires pour affronter les spéculateurs, je suis certain que nous exercerons une pression à la baisse sur les prix. Mais avant tout, nous devons nous consacrer à la création de richesses, en premier lieu en produisant des denrées alimentaires.

La solution ultime viendra de l'augmentation de la production et c'est l'autre combat qui nécessite notre implication à tous. Comme l'a dit ici un jeune député, la science s'est engagée dans deux directions pour lutter contre le COVID-19 : les palliatifs et les mesures d'endiguement d'une part, et la recherche d'un vaccin d'autre part. Une stratégie similaire pourrait être appliquée à l'alimentation et aux prix, en tenant compte de la science et de l'innovation. C'est ce qu'a dit un jeune économiste. Je suis d'accord avec lui, notamment parce que je crois en la jeunesse (Applaudissements).

Une discussion transparente, avec toute la crudité que le moment et notre peuple exigent, est l'expression d'une connaissance de la réalité et d'un souci et d'une volonté honnêtes d'améliorer la société, conscients que la prospérité et la plus grande justice sociale auxquelles nous aspirons seraient impossibles dans une société vidée de ses valeurs.

Je le répète : les manifestations de criminalité, d'indiscipline sociale et de corruption menacent l'aspect le plus sacré du processus de construction socialiste, car elles aggravent les inégalités sociales indésirables et sapent la sécurité des citoyens, l'un des piliers du socialisme.

L'État et le gouvernement cubains ne peuvent pas fermer les yeux sur l'augmentation des activités illicites, qui s'établissent comme une économie parallèle, submergée, qui pénètre le tissu social comme un cancer jusqu'à le détruire.

Nous en avons longuement discuté ici et nous avons exprimé notre rejet le plus énergique des manifestations d'indiscipline et de criminalité. Il reste maintenant le plus important : agir avec rigueur, en articulant toutes les forces révolutionnaires avec la direction du parti, le système institutionnel, les organisations des masses et de la société civile et nos institutions armées avec le peuple.

Je suis d'accord avec Lazo pour dire que ce n'est qu'ainsi que nous pourrons affronter de manière adéquate l'évasion fiscale, le marché illégal des devises, la spéculation, la corruption, le vagabondage, la racaille, la bureaucratie, le mensonge, la vulgarité, l'indécence, en bref, les nuisances causées par les comportements antisociaux.

Tout cela, sans renoncer aux actions visant à atténuer les autres conséquences qu'ils entraînent, depuis les dysfonctionnements familiaux, la rupture du lien avec les études et le travail de certains citoyens et l'incorporation inadéquate dans la société de ceux qui ont purgé des peines pénales, entre autres.

Nous ne pouvons pas permettre que ceux qui ne travaillent pas, ne contribuent pas et évoluent dans un environnement d'illégalité gagnent plus et aient de meilleures conditions de vie que ceux qui travaillent honnêtement, contribuent à la société et sont les protagonistes de l'histoire quotidienne de l'héroïsme du peuple cubain (Applaudissements).

Pour y parvenir, il sera essentiel d'exiger un comportement propre et responsable de la part des représentants des institutions de l'État, de la société et des familles cubaines.

Nous allons l'affronter avec unité, courage, détermination, ordre, discipline et efficacité (Applaudissements).

Tous les acteurs de l'économie doivent agir conformément à la loi et aux réglementations établies au niveau local ou national, sans stigmatisation ni généralisations absurdes qui finissent par être aussi nuisibles que les problèmes qu'elles tentent de résoudre.

Tout le monde est nécessaire et nous devons défendre la participation de tous à l'économie du pays, mais sans oublier que cette défense passe par le respect de la légalité.

Caramarades :

Cette première session de l'actuelle législature a donné une continuité à l'intense exercice législatif ouvert par la nouvelle Constitution, avec l'approbation de la loi sur le code pénal militaire qui, comme nous l'avons vu ici, est conforme à notre Grande Charte et revêt une importance pertinente dans l'intérêt du renforcement de l'ordre et de la discipline dans nos institutions armées, en tant qu'éléments essentiels pour l'accomplissement de leurs missions, en fonction de la protection et du maintien de l'indépendance et de la souveraineté de l'État, de son intégrité territoriale, de sa sécurité et de sa paix.

Le texte reprend les principes, les concepts, les cadres de sanction et les alternatives punitives du Code pénal ordinaire approuvé lors de la législature précédente.

Il est adapté aux conditions socio-économiques de notre pays et au développement et aux caractéristiques de nos institutions armées, il définit précisément les comportements qui, en raison de leur nocivité sociale, doivent être considérés comme criminels, il accorde aux chefs militaires le pouvoir d'appliquer des mesures disciplinaires de manière alternative et face à certains faits, et il renforce le commandement unique.

Les séances de travail des commissions permanentes au cours de cette session ordinaire ont confirmé le rôle important qu'elles jouent en tant qu'organe auxiliaire de l'Assemblée dans l'exercice de ses compétences.

Mais ce qui m'intéresse le plus, c'est la manière dont ont été présentés et débattus cette fois-ci les sujets les plus actuels et ayant le plus grand impact sur les quartiers, les rues et la vie quotidienne.

Le lien entre les députés et la base dans les différents territoires pour la vérification et le contrôle des lois, des politiques et des programmes sélectionnés pour l'analyse a favorisé des réflexions plus profondes et plus objectives et la possibilité d'apporter des suggestions et des propositions enrichies par les échanges avec la population.

Les accords issus de ces réunions devraient constituer les prémisses du travail des différentes instances et organisations en faveur de la transformation et de la résolution des problèmes abordés.

Le débat et l'approbation de la politique de prise en charge intégrale des enfants, des adolescents et des jeunes, qui s'inscrit dans la volonté de renforcer les droits de la population jeune, dans la mesure où elle soutient ses aspirations et ses rêves, revêtent une importance particulière dans le cadre de cette session. Sa mise en œuvre progressive, dans le contexte socio-économique actuel, exigera la plus grande compréhension de la population et nécessitera donc la diffusion et le débat les plus larges possibles.

Elle est née de discussions avec des jeunes et des représentants du secteur académique, à l'écoute de leurs préoccupations et de leurs propositions. Elle répond aussi, de manière fondamentale, aux préoccupations de nos compatriotes face à l'exode croissant des jeunes et à la nécessité de garantir qu'ils puissent développer leurs projets de vie dans le pays, en participant activement aux destinées de la nation de leurs parents et grands-parents.

Cette politique réaffirme la volonté de développer la gouvernance à travers les politiques publiques et de rendre le processus d'élaboration des politiques de plus en plus participatif et démocratique. En abordant les problèmes des enfants, des adolescents et des jeunes dans toutes les sphères de la vie, le texte donne une continuité à l'œuvre révolutionnaire et lui apporte également une nouveauté, en phase avec les exigences du temps présent. En tant que programme de travail, il combine droits et devoirs, en ce sens qu'il offre des garanties et des opportunités, mais exige également des devoirs et des responsabilités de la part des institutions impliquées et de la participation des jeunes.

Chers compatriotes :

Je voudrais faire une pause dans les questions nationales pour expliquer un peu les objectifs et les résultats de l'intense activité internationale de ces derniers mois, qui a également été précédée par le brillant exposé de notre chancelier sur ce sujet.

La présidence du groupe des 77 plus la Chine, que Cuba exerce depuis janvier de cette année, en raison de la large reconnaissance internationale de notre politique de principe en matière de défense des intérêts des pays en développement, exige de nous un effort diplomatique extraordinaire qui nous honore en tant que nation.

La présidence cubaine a organisé avec succès des événements dans les domaines de l'éducation, de la culture, du tourisme et de l'environnement, qui ont réussi à stimuler le débat dans le Sud et ont contribué à la défense des intérêts des pays en développement.

Les 15 et 16 septembre, nous accueillerons le sommet des chefs d'État et de gouvernement sur le thème "Défis actuels du développement : le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation". Il s'agit d'une réunion nécessaire dans le cadre des efforts visant à renforcer la capacité du groupe des 77 à exploiter ces outils importants pour le développement.

Nous avons continué à soutenir par des actions notre position ferme en faveur de la paix en Colombie. La tenue à Cuba du troisième cycle de la table de dialogue de paix entre le gouvernement colombien et

l'ELN a constitué une étape historique.

La coopération internationale fournie par Cuba continue de se développer comme un élément emblématique de la politique étrangère. Il s'agit d'une activité légitime et altruiste que nous maintenons malgré la sale campagne menée par les États-Unis pour tenter de dénigrer cet effort et priver des centaines de milliers de personnes dans des pays du monde entier des services médicaux de qualité fournis par les professionnels cubains.

Tous les événements auxquels nous participons sont des mécanismes de coordination auxquels Cuba a toujours contribué de manière active et constructive, comme le veut notre politique étrangère.

Outre le respect des engagements intergouvernementaux, nous avons eu l'occasion de rencontrer directement, dans chaque lieu, des Cubains vivant dans ces pays et des groupes d'amis de Cuba, lors de réunions caractérisées par des expressions d'amitié, de solidarité et de soutien à la révolution.

En tant que nation, nous avons le privilège d'avoir des groupes de Cubains vivant dans différents pays qui soutiennent activement la patrie, ainsi que des groupes de personnes de différentes nationalités qui sont très engagées dans la solidarité avec Cuba. C'est une réalité qui nous rend fiers en tant que Cubains et qui s'explique par le prestige de la Révolution, son travail pour la justice et son histoire de solidarité et d'internationalisme (Applaudissements).

La participation à différents événements internationaux et les nombreuses visites de personnalités étrangères de tous les continents démontrent notre détermination à poursuivre l'expansion des liens bilatéraux et de la coopération avec de nombreux pays de toutes les régions, à ouvrir des possibilités commerciales et des échanges diversifiés et à promouvoir la compréhension mutuelle.

Il s'agit également d'accomplir la tâche stratégique de briser l'encerclement économique auquel l'impérialisme veut nous condamner.

Cependant, la politique agressive des États-Unis continue d'avoir un effet très néfaste sur l'économie, comme les gens le savent bien. Grâce à sa domination des structures et des flux financiers internationaux, le gouvernement américain a le pouvoir de nuire à nos relations économiques extérieures dans presque tous les pays du monde. Ce n'est pas un hasard, c'est un dessein.

Pour justifier cette politique, il continue à fabriquer des calomnies et à publier des déclarations totalement mensongères, qu'il actualise fréquemment avec de nouvelles légendes toujours plus malhonnêtes.

Il s'appuie sur sa domination des médias et est convaincu qu'il a la capacité de tromper l'opinion publique, en particulier celle de son propre pays.

Il n'y parvient pas toujours. Par exemple, des dizaines de législatures d'État, de conseils municipaux, de conseils de comté, de conseils scolaires et d'organisations syndicales, ainsi que d'autres organisations représentatives de la société civile aux États-Unis, ont émis quelque 93 résolutions contre la politique de blocus économique et, en particulier, demandant que Cuba soit retirée de la liste arbitraire du département d'État des États soutenant le terrorisme.

Elles rejoignent ainsi la demande quasi unanime de la communauté internationale, reflétée chaque année dans l'Assemblée générale des Nations unies et dans les déclarations de nombreuses organisations régionales telles que la CELAC, le CARICOM, l'Union africaine et l'Union européenne, pour n'en citer que quelques-unes.

C'est l'empire qui jette l'isolement et le discrédit sur sa politique criminelle. Il est soutenu par le pouvoir disproportionné qu'il concentre, par son mépris de la volonté de la communauté internationale et par sa volonté sans scrupules d'utiliser les menaces et la coercition contre de nombreux gouvernements et

contre ses propres citoyens.

Notre devoir est de continuer à dénoncer cette politique impitoyable et, en même temps, de progresser dans l'effort créatif pour remettre l'économie sur les rails et sur une voie durable, malgré le blocus.

Lors de visites de travail brèves mais intenses à l'étranger, lors d'échanges avec d'autres dirigeants de la région et du reste du monde à l'occasion de sommets, de conférences ou de réunions bilatérales, nous avons trouvé le respect, la reconnaissance, l'admiration et la gratitude pour notre peuple et notre histoire, pour la défense du multilatéralisme, de la coopération et de la solidarité en tant que principe de la relation entre toutes les nations.

Nous avons confirmé la valeur de la cohérence, de la dignité, de la défense des principes et du refus de céder à la pression et au chantage. Bref, nous réaffirmons la valeur de la résistance créative (Applaudissements).

Surtout, nous confirmons l'extraordinaire héritage de Fidel et de Raúl, dont les contributions indiscutables aux relations internationales, du gouvernement et du parti, nous ont permis d'arriver à ce moment avec une œuvre solide qui se distingue par ses valeurs humanistes, internationalistes et éthiques. Une œuvre inspirée par le concept de Marti selon lequel la patrie est l'humanité.

Députés :

Il reste encore beaucoup à apprendre et à faire pour tirer le meilleur parti de ces sessions en tant que source de propositions de solutions. La gravité et l'urgence des temps nous obligent à être plus agiles et plus précis dans la mission que nous sommes les seuls à pouvoir entreprendre : surmonter les problèmes, vaincre la politique criminelle de harcèlement et de persécution financière. Mais face aux pires défis, nous confirmons une fois de plus que c'est possible !

Cuba n'est pas seule dans ce combat et nous l'avons prouvé. Nous ne sommes pas les seuls à être punis pour avoir défendu la souveraineté, l'indépendance et le multilatéralisme.

Je pense que nous nous souviendrons longtemps de cette première session de la dixième législature de l'Assemblée nationale : pour la complexité du moment que traverse Cuba, pour les thèmes abordés et pour la manière dont ils l'ont été. Ici, nos problèmes étaient plus visibles et l'effort pour atteindre l'horizon des solutions l'était tout autant.

Nous nous souviendrons également du nombre de jeunes députés de différentes professions et de tout le pays qui ont apporté leurs points de vue avec acuité et arguments, défendant avec passion le pays dans lequel ils vivent et travaillent. En eux, nous avons vu l'horizon, nous avons vu l'avenir que nos adversaires ne voient pas.

En ces jeunes, nous avons également vu ces jeunes qui, il y a 70 ans, sont allés se battre pour un pays libre de dépendances et d'abus, pour lutter contre une dictature réelle et sanglante que l'empire n'a jamais condamnée ni bloquée.

Ce sont ces jeunes qui ont sauvé le pays, qui ont construit une nation cultivée et solidaire, admirée et respectée dans le monde entier.

Il y a donc des raisons de célébrer, malgré les lacunes et les défis, le 70e anniversaire de cet assaut héroïque contre deux forteresses militaires qui a changé l'histoire. Merci à la génération du centenaire, à Fidel, à Raúl et à leurs camarades ! Merci pour toujours !

Les plus jeunes héritiers de votre héritage mènent le combat le plus important de cette époque (Applaudissements).

Le 26, nous vous verrons dans l'héroïque Santiago de Cuba !

Et pour conclure, je reviens à deux phrases très connues et chères à mon cœur :

Sachez, messieurs les impérialistes, que nous n'avons absolument pas peur de vous (Applaudissements).

La patrie ou la mort !

Nous vaincrons ! (Exclamations.)

(Applaudissements.)

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/329275-discours-prononce-par-le-president-de-la-republique-a-loccasion-de-la-cloture-de-la-premiere-periode-ordinaire-des-sessions-de-la-dixieme-legislature-de-lassemblee-nationale-du-pouvoir-populaire

Radio Habana Cuba